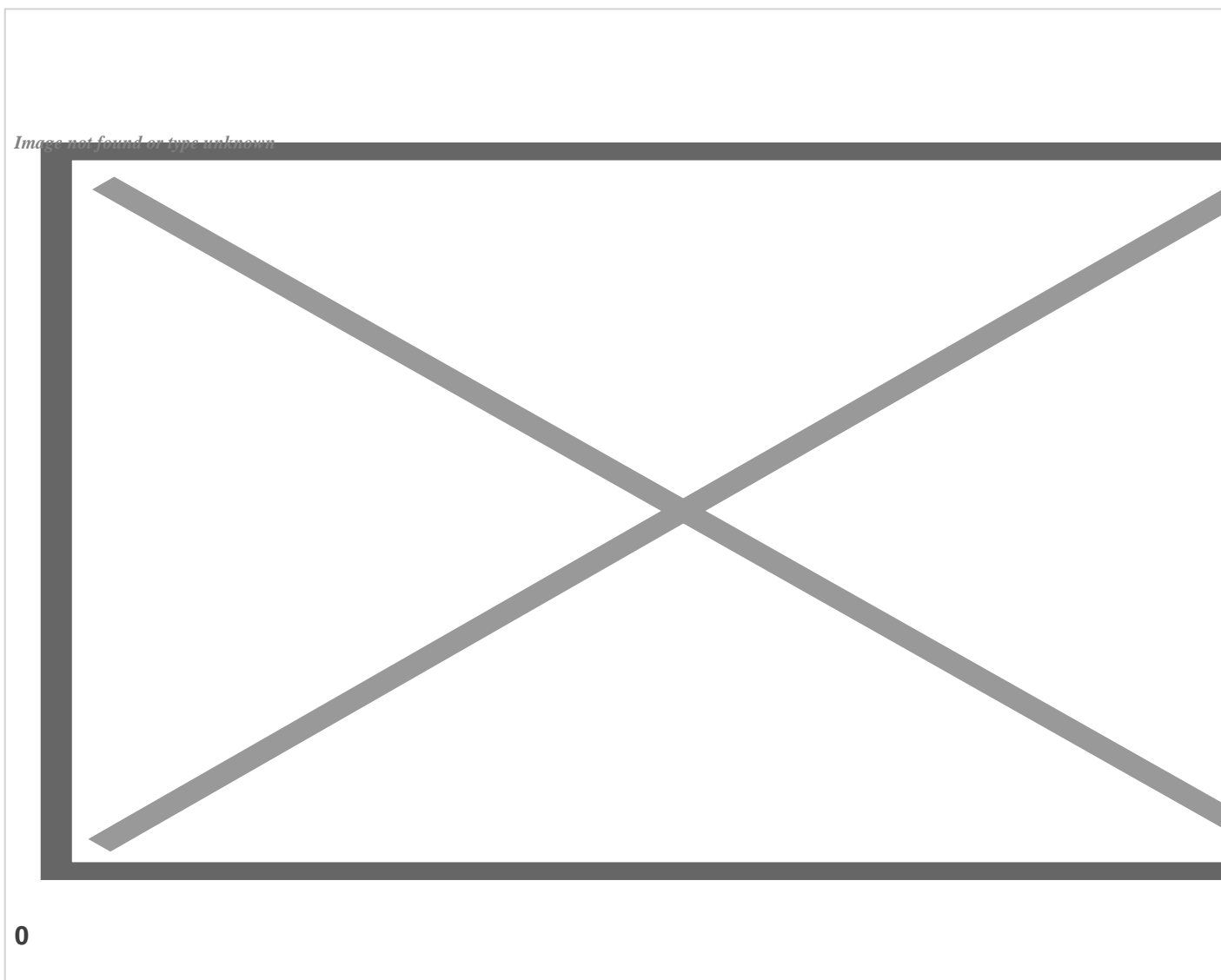


La rapporteuse de l'ONU appelle les États-Unis à lever les sanctions contre le Venezuela



Caracas, 13 février (RHC) La rapporteuse spéciale de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Alena Douhan, a appelé aujourd'hui le gouvernement des États-Unis à lever les mesures coercitives unilatérales imposées au Venezuela.

Au cours d'une conférence de presse donnée à Caracas au terme de sa visite officielle à la nation sud-américaine, l'experte indépendante de l'ONU a exhorté Washington à reconsidérer la suppression de toutes les sanctions prises contre le secteur public vénézuélien et à s'abstenir d'imposer des blocus au

pays.

Douhan a affirmé que les mesures punitives mises en place par les États-Unis ont ralenti le développement du Venezuela en raison de l'impact sévère sur son économie, en provoquant une chute des recettes en devises de 99% au cours des dernières années.

De même, la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies a reconnu que l'application de mesures coercitives a affecté l'accès du pays aux médicaments et à la nourriture, ce qui a eu un impact direct sur la santé de la population vénézuélienne.

Elle a également indiqué que les politiques d'asphyxie économique avaient accentué le scénario de crises et de tensions internes, avec des répercussions directes sur les migrations et la séparation des familles.

À cet égard, elle a mentionné les effets dévastateurs des sanctions unilatérales sur les droits de l'homme, en particulier sur la santé, l'alimentation, l'éducation et le développement.

Le durcissement des mesures coercitives a compromis l'impact potentiel des réformes économiques impulsées par l'État vénézuélien, ainsi que la capacité du Gouvernement à mettre en œuvre des projets sociaux ayant une incidence sur la qualité de vie de la population, a-t-elle précisé.

'Je suis préoccupée par le fait que les sanctions, le blocus économique du Venezuela et le gel des ressources ont exacerbé les calamités économiques existantes (...)', a-t-elle souligné.

Elle a également mis l'accent sur les dommages causés par les actions punitives de Washington dans le secteur privé vénézuélien, ainsi que sur les citoyens de pays tiers dont les droits économiques et de propriété sont affectés.

Douhan est arrivée au Venezuela le 30 janvier pour déterminer si l'adoption, le maintien ou l'application de sanctions dites pénales font obstacle à la pleine réalisation des droits de l'homme des citoyens de la nation sud-américaine.

Durant son séjour dans le pays, elle a rencontré des représentants de l'exécutif, du Conseil national des droits de l'homme, des membres de l'Assemblée nationale (Parlement), du corps diplomatique, de la société civile, des secteurs de l'opposition, des militants, des victimes et leurs familles.

L'État vénézuélien et les organisations civiles ont dénoncé à plusieurs reprises les conséquences économiques et sociales des mesures punitives prises par le gouvernement des États-Unis.

En février 2020, le Gouvernement bolivarien a poursuivi les États-Unis devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité commis par l'application maintenue de mesures coercitives unilatérales, dans le cadre de la politique pour un changement de régime dans ce pays sud-américain.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/247571-la-rapporteuse-de-lonu-appelle-les-etats-unis-a-lever-les-sanctions-contre-le-venezuela>



Radio Habana Cuba